

# SPÉCIAL UNION AFRICAINE

Les cahiers

du

# Canard Libéré



Journal satirique marocain paraissant le vendredi

Dixième année N°464 - vendredi 27 janvier 2017 - 8 DH -

Directeur de la publication Abdellah Chankou

## Le Maroc retrouve sa place au sein de l'Union africaine après plus de 30 ans d'absence



# RETOUR VERS L'AVENIR

**Maroc  
Telecom**



**FORFAITS MOBILE**  
**FAITES LE CHOIX DU LEADER,**  
**OPTEZ POUR LE MEILLEUR**



**RÉSEAU N°1**



**DERNIÈRES INNOVATIONS**



**CLUB FIDELIO**

Pour plus d'informations, consultez [www.iam.ma](http://www.iam.ma)

## EDITO

Par

Abdellah Chankou

# Maroc-UA : Retour vers l'avenir

**D**ouble heureux retour pour le Maroc. L'un dans les instances panafricaines après une absence de plus de 30 ans suite à l'admission de la chimérique RASD au sein de l'OUA et l'autre sur la scène footballistique du continent suite à la qualification des Lions de l'Atlas aux quarts de finale de la CAN 2017. Deux retours qui se télescopent pour le grand bonheur des Marocains dont l'équipe nationale n'a jamais franchi le seuil du second tour depuis 12 ans. La voie est désormais ouverte pour le retour du Maroc à l'Union africaine, après l'adoption à l'unanimité par le Parlement vendredi 20 janvier de la loi sur la ratification de l'acte constitutif de l'UA. Soit à seulement 10 jours de la date du sommet annuel de l'Union africaine, qui se tiendra à Addis-Abeba le 30 et le 31 janvier. Un moment fort aussi bien pour le Maroc que pour le continent. Alors même que le pays est sans gouvernement depuis le scrutin législatif du 7 octobre faute de majorité, le souverain a appelé le Parlement à se réunir en urgence pour élire son président, le bureau et les chefs des différentes commissions. C'est que le retour du Royaume au sein de sa famille africaine est une grande priorité nationale pour laquelle l'appareil diplomatique, sous la supervision directe du chef de l'Etat, s'est mobilisé depuis deux ans environ pour qu'elle soit couronnée de succès. Résultat : 40 pays sur les 56 que compte l'UA ont été ralliés à la cause marocaine. Sauf mauvaise surprise, le Maroc est assuré de retrouver sa place parmi ses frères. Le Maroc n'a rien voulu laisser hasard car ses adversaires, cornaqués par

l'Algérie, se tiennent en embuscade, manoeuvrant pour bloquer ou faire pièce à cette réintégration qu'ils considèrent comme une atteinte à leur mystification historique sur laquelle ils ont construit un fonds de commerce tout aussi frauduleux. En somme, la vérité et son rétablissement leur fait peur car la vérité c'est que le Maroc, fort de son ancrage africain et du respect dont il jouit dans le continent, ne fait acte de

---

*La vérité et son rétablissement leur fait peur car la vérité c'est que le Maroc, fort de son ancrage africain et du respect dont il jouit dans le continent, ne fait acte de réintégration contre personne.*

---

réintégration contre personne. Il le fait parce qu'il s'agit d'une nécessité historique, l'Afrique ne pouvant continuer à se couper de l'adhésion d'un pays majeur dont les Africains, dirigeants et populations, voient un partenaire incontournable et un porte-voix essentiel sur la scène internationale. Le retour du Maroc est d'abord une revendication africaine, émanant particulièrement des pays qui ont résisté à la propagande algéro-polisarienne et qui sont convaincus de la justesse de la cause marocaine. Un Maroc membre de l'UA est une chance pour cette Afrique

qui aspire à l'émancipation et à la prospérité.

De Dakar à Bamako en passant par Abidjan, Abuja, Kigali et Antananarivo..., les tournées royales en Afrique et les divers partenariats de développement que le Maroc met en œuvre sur le terrain au bénéfice des populations confortent son leadership continental autant qu'ils ont montré en creux le caractère futile, voire puéride des agissements des adversaires de son intégrité territoriale. Contrairement aux marchands de l'illusion et des sponsors des entreprises de la haine, le Maroc ne paie pas ses amis africains de mots, il agit dans les domaines économique et social en apportant dans son escarcelle investissements, coopération, projets, expertise et savoir-faire, au grand bonheur des habitants. Ces derniers sont demandeurs d'une amélioration de leurs conditions de vie, refusant d'être pris en otage par des politiques contre-productives.

Loin d'être une profession de foi, la vision royale d'une «Afrique qui peut se prendre en charge toute seule et sans complexes vis-à-vis de l'Occident» procède d'une forte conviction que le continent a tous les atouts en main pour relever les défis qui l'assaillent de toutes parts. Le Maroc revient à l'UA, sûr plus que jamais que le temps est venu pour qu'il donne une autre dimension à son prolongement naturel. Quant à la chimérique RASD, qui n'aurait jamais dû être admise au sein de l'UA, elle sera éjectée par la force des choses, la vocation des intrus n'est-elle pas d'être chassés ? ■

# Un certain novembre 1984...

**L**e Maroc n'aurait jamais claqué la porte de l'Organisation de l'union africaine (OUA) devenue entre temps Union africaine (UA) si la RASD n'y avait pas été imposée comme membre en novembre 1984 par l'Algérie. Une admission aux allures d'un hold up selon l'expression de feu Hassan II, qui a provoqué la plus grave crise de l'histoire de cette instance. En termes clairs, il s'agissait d'une flagrante violation du droit et de la légalité défaits de manière lamentable par la diplomatie du chéquier pratiquée par le frère ennemi. Plus de 30 ans après ce déni de souveraineté d'un membre fondateur validé par le secrétaire général de l'OUA le Togolais Edem Kodjo lors de la conférence ministérielle de février 1982, l'organisation panafricaine reste la seule institution internationale à avoir reconnu une entité chimérique qui ne possède aucun attribut d'un Etat (population et territoire).

Hébergés par son géniteur et sponsor algérien dans les camps de Tindouf où ils continuent de séquestrer des citoyens sahraouis dans des conditions inhumaines, les mercenaires du Polisario, qui ont fini par croire leur propre mensonge, ne désespèrent pas de s'installer à leur propre compte.

## Complices

Mais malgré cette forfaiture le Maroc continuera son bonhomme de chemin, sans jamais tourner le dos à l'Afrique où il a réussi à renforcer sa présence en privilégiant le bilatéral avec les pays subsahariens. En fait, un grand absent omniprésent sur la scène africaine, tel apparaîtrait aux observateurs le Maroc de Mohammed VI qui a pu, en cultivant un tropisme continental fort, à transformer en avantage le handicap que constitue a priori l'auto retrait du Royaume de l'UA. Sans cette dernière, le Royaume est parvenu à se bâtir le statut de puissance régionale et le point de liaison entre l'Europe et le sud du Sahara. Le sommet de l'UA à Adis Abeba du 30 et 21 janvier, où le souverain est attendu, devrait consacrer la réintégration du

Maroc qui n'a posé aucune condition à son retour. Mais l'Algérie et ses quelques complices africains comme Nkosazana Dlamini-Zuma

se sont laissés allés à maintes manœuvres visant à obstruer ou retarder ce retour, Alger étant consciente que le rapport de force est désor-

mais en faveur du Maroc qui a réussi à rallier à sa cause la majorité des pays africains. Les temps ont vraiment changé... ■



**BMW**

Le plaisir de conduire

## BMW SÉRIE 3. LA LÉGENDE.

**DIESEL, BVA À 351.000 DHS.**

La légende défie le temps. La BMW Série 3 fascine toujours autant et se renouvelle en réinterprétant le design dynamique de ses lignes et de son habitacle. Incarnation d'un succès jamais démenti avec plus de 14 millions d'unités vendues à travers le monde, la série 3 continue de surprendre en intégrant des moteurs efficaces qui réduisent la consommation pour plus de sportivité, de sensations au volant et un plaisir de conduire inégalé.

**Smeia**  
Importateur exclusif  
Angle boulevard Moulay Slimane  
et boulevard Tamiri Mohammed El Bakkai.  
Route côtière de Mohammedia - Casablanca  
e-mail : contact@smeia.com

**Réseau Smeia**  
Casablanca : Smeia Casablanca 05 22 40 07 00  
Rabat : Ryad Auto-Groupe Smeia 05 37 71 62 00  
Tanger : Smeia Tanger 05 39 39 94 30/40  
Marrakech : Smeia Marrakech 05 24 32 72 32/35  
Agadir : Soutra 05 28 84 74 28/29

\*Prix de la 316 d BVA Avantage

Photo non contractuelle



# ÉCRIVEZ VOS HISTOIRES POPULAIRES

*nous vous accompagnons*



# « Il ne faut pas négliger la capacité de nuisance de nos ennemis »

*Directeur général de l'Institut de Recherche en Géopolitique et Géo-économie à l'ESCA, Nabil Adel analyse dans cet entretien les principaux enjeux du retour du Maroc à l'UA.*

**Propos recueillis par Ahmed Zoubair**

**Quelle lecture faites-vous de la décision du Maroc de reprendre sa place au sein de l'Union africaine ?**

Le retour du Maroc au sein de sa famille africaine marque un jalon additionnel dans la professionnalisation de la diplomatie marocaine, appelée à passer d'une logique de réaction aux provocations, à une démarche proactive de la construction à long terme d'une stratégie multidimensionnelle.

Celle-ci doit intégrer, outre la question de l'intégrité territoriale du pays, la défense de nos intérêts économiques et géostratégiques sur la scène continentale et régionale. Le Maroc qui aspire au leadership régional ne saurait continuer à être absent de l'Union africaine, laissant ainsi le champ libre à ses adversaires- indisposés par le respect dont jouit le Maroc sur le continent- pour faire prospérer leur propagande.

**Est-ce-à dire que le retrait du Maroc de l'OUA était une erreur ?**

Rappelons qu'au moment de son auto-exclusion l'OUA en 1984, une majorité de pays était acquise à la cause marocaine. Mais le Roi feu Hassan II a réagi et en avait décidé ainsi, ne voulant pas que l'admission de la chimérique RASD soit un facteur de déchirement de la famille africaine entre pro et anti. C'était sa lecture politique de l'époque de cette forfaiture, mais les événements ultérieurs ont démontré que la politique de la chaise vide n'était pas forcément la



*Nabil Adel. Chaque chose en son temps.*

bonne réponse, surtout que notre pays fait partie des principaux fondateurs de l'ex-OUA qu'il apporté son soutien aux mouvements d'indépendance de plusieurs pays africains y compris l'Algérie qui en guise de reconnaissance lui a fait un enfant dans le dos baptisé le Polisario!

**Les adversaires du Maroc, principalement l'Algérie, ont manœuvré pour bloquer ou retarder ce retour. A votre avis, Alger réussira-t-elle dans cette entreprise anti-marocaine ?**

A priori, le Maroc a pu rallier, parmi les membres de l'Union africaine, les soutiens nécessaires à son retour qui voient cette réintégration d'un bon œil en ce sens qu'elle ne peut être que bénéfique

pour le continent et son développement. Un continent qui a bénéficié, via les relations bilatérales, de l'approche constructive initiée par le Roi du Maroc et fondée sur la coopération économique, le rayonnement spirituel, la solidarité et le transfert du savoir et du savoir-faire.

Mais il ne faut, toutefois, pas négliger la capacité de nuisance de nos ennemis qui, eux, ne sont pas dans cet état d'esprit positif, passant le plus clair de leur temps à échafauder des stratagèmes pour nuire au Maroc et à ses intérêts.

L'attitude de certains pays africains et arabes réputés proches comme l'Egypte qui pour quelques barils de pétrole s'est rendue aux arguments algériens déployés contre le Maroc ou encore la réaction sibylline de la Tunisie où le souverain,

dans un geste de solidarité exemplaire, a séjourné pendant dix jours juste après les attentats qui ont frappé le pays.

**Pensez-vous que la question du Sahara, montée de toutes pièces par l'Algérie, a des chances d'être réglée au sein de la famille africaine ?**

Ce n'est ni possible, ni souhaitable. Le retour du Maroc à l'UA doit avoir entre autres objectifs d'éviter que le dossier soit traité d'une manière ou d'une autre par l'instance

**Quel sort pour la RASD, entité fantôme imposée comme membre de l'UA, après le retour du Maroc ?**

Chaque chose en son temps, le retour du Maroc ne doit s'accompagner pour l'instant d'aucune fausse note. Les vrais combats réels commenceront au lendemain de l'adhésion.

**Au-delà de l'affaire du Sahara, un Maroc de nouveau membre de l'UA est-il de nature à insuffler une nouvelle dynamique à cette instance ?**

Tout à fait. Les instances africaines auront tout à gagner de l'expertise marocaine dans moult domaines (énergie, marchés financiers, partenariats économiques, lutte contre le terrorisme, etc.) ainsi que de la compétence des cadres marocains connue et reconnue à l'échelle internationale. Il est certain que l'approche du Maroc fondée sur la formation de l'élite africaine et du partage des expériences est de nature à dynamiser à moderniser le fonctionnement des instances de l'UA.

**Le Maroc a réussi au cours de ces dernières années à asseoir son leadership en Afrique grâce à une action diplomatique multiforme initiée par S.M le Roi. L'Algérie de la diplomatie du chéquier a-t-elle été défaite ?**

La diplomatie du chéquier continuera à agir contre nos intérêts, aussi longtemps que le dossier du Sahara ne trouvera pas de règlement définitif. Toutefois, l'intérêt de la nouvelle approche diplomatique du Maroc réside dans les voies alternatives de coopération entre pays africains mises au service du développement du continent et du bien-être des populations. La corruption des dirigeants et l'achat des consciences n'ont jamais servi les causes perdues. ■

## Alger, Zuma et ses complices à reculons

Elle est la femme d'Alger au sein de l'Union africaine, celle qui traîne des pieds pour entraver le retour du Maroc au sein de sa famille africaine depuis qu'il en a fait la demande officielle en juillet dernier. La sud-africaine Zuma Dlamini, présidente de la commission de l'Union, n'arrête pas de manœuvrer afin de retarder l'échéance devant officialiser cette réintégration lors du sommet de l'Union à Addis Abeba du 30 et 31 janvier. Alors que Rabat a activé la procédure de dépôt des instruments de ratification de l'acte constitutif de l'UA aussitôt après son adoption dans l'urgence vendredi 20 janvier par la Chambre des deux Parlement, Zuma n'a pas encore adressé au nouveau membre l'invitation d'assister à ce sommet. Le ministère marocain des Affaires étrangères et de la Coopération avait déjà dénoncé dans un communiqué en décembre 2016 les manigances de l'intéressée qui « avait estimé que malgré le large soutien dont il bénéficie de la part d'une écrasante majorité d'Etats membres pour son retour au sein de l'UA, le Maroc n'était pas en règle avec l'organisation ». Or, le retour du Royaume a recueilli le soutien de la majorité écrasante des membres de l'UA. Par leurs agissements douteux, Zuma et ses complices ont dévoilé leur jeu au grand jour et montré pour paraphraser l'essayiste italien Guglielmo Ferrero qu'ils « marchent à reculons vers l'avenir, les yeux tournés vers le passé ». Un avenir qui appartient évidemment au camp de la raison et de la sagesse emmené par le Maroc. **A.C**



*Zuma Dlamini, une stratégie d'obstruction flagrante.*

المكتب الوطني للكهرباء و الماء الصالح للشرب

Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable



Station de Traitement des Eaux de Bouregreg - Rabat



Parc Eolien de Tanger

*Acteur de référence  
pour le développement durable au Maroc*



Centrale Thermo Solaire d'Ain Béni Mathar



Station d'épuration des Eaux Usées - Grand Nador

Office National de l'Electricité et de l'Eau Potable  
Avenue Mohamed Belhassan El Ouazzani - Rabat - Maroc  
Tél. : +212 5 37 75 96 00 - Fax : +212 5 37 75 91 06  
E-mail : [communication@onee.ma](mailto:communication@onee.ma)

# Maroc-Nigéria : Un gazoduc pour une énergie positive

*C'est le projet ouest-africain le plus colossal et le plus ambitieux jamais annoncé. Conçu pour révolutionner toute la région, il s'agit du gazoduc, voulu par le Roi du Maroc et le président du Nigéria. Un vieux rêve est en train de devenir réalité.*

## Jamil Manar

**L**e Maroc et le Nigéria ont décidé d'un commun accord de prolonger le gazoduc ouest-africain. C'était lors d'une cérémonie présidée par le roi Mohammed VI et son hôte et homologue le président nigérian, Muhammadu Buhari le samedi 3 décembre 2016 à Abuja, la capitale du Nigéria.

Projet ambitieux s'il en est de nature à permettre aux pays concernés par ce prolongement d'accéder non seulement à une énergie propre mais de réaliser enfin le rêve de ce grand pays africain qu'est le Nigéria d'exporter son gaz vers l'Europe tout en en faisant profiter les pays africains. Un rêve qui remonte à 2002 mais qui n'a jamais pris le chemin de la réalité. A cette époque, la compagnie pétrolière algérienne, la Sonatrach et la NNPC (Nigéria national petroleum corporation, compagnie pétrolière nationale du Nigéria) s'étaient mises d'accord sur un projet de gazoduc similaire. Mais très vite « le gazoduc transsaharien » sera abandonné, faute de financement. Les risques sécuritaires et au Nigéria et en Algérie avaient refroidi les ardeurs des uns et des autres. Le gazoduc transsaharien était censé transporter 30 milliards de centimètres cubes par an sur 1.037 km du Nigéria jusqu'à la frontière avec le Niger, puis sur 841 km du Niger à l'Algérie, puis encore sur 2.303 km à travers l'Algérie, vers l'Espagne. Le Maroc réussira-t-il là où a échoué l'Algérie ? Aucun doute là-dessus sauf si les ennemis du Maroc ne



*Un partenariat stratégique et structurant en faveur de l'Afrique.*

manoeuvrent en toute amitié pour le saboter en poussant par exemple la Mauritanie, l'un des pays par lequel passera le gazoduc, à faire des siennes. Pour éviter ce risque, plusieurs tracés sont à l'étude dont celui de contournement du port de Nouakchott par la mer.

Ce projet de portée stratégique qui «favorisera l'émergence d'une zone nord-ouest africaine intégrée et permettra à la région d'atteindre l'indépendance énergétique », est porté et suivi par le Roi Mohammed VI en personne, qui a bien voulu en présider une séance de travail sur la faisabilité et le financement le mardi 13 décembre 2016 au palais royal de Casablanca. Une réunion marquée par la présence de hauts responsables nigériens désignés par le président de la République fédérale de Nigéria, Muhammadu Buhari et « qui s'inscrit dans le cadre des mesures concrètes visant à promouvoir ce projet régional structurant pour l'ensemble des pays de la région. »

La construction du tronçon existant et à prolonger sur la côte ouest-africaine avait démarré en 2005 et l'acheminement du gaz avait débuté en 2010.

Le West African Gas Pipeline (WAGP) relie actuellement le Nigéria au Bénin puis le Togo au Ghana. « Il devrait longer les côtes pour rejoindre le Maroc voire l'Europe, éventuellement », a indiqué Geoffrey Onyema, le ministre nigérian des Affaires étrangères.

## **Défis**

Plus concrètement, comme le prévoit l'un des nombreux plans d'acheminement, il s'agit de prolonger sur près de 3 000 km le pipeline déjà existant via le Côte d'Ivoire, le Libéria, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau, la Gambie, le Sénégal et la Mauritanie jusqu'au Maroc, puis éventuellement jusqu'au vieux continent.

Le projet est porté par les fonds souverains des deux pays. Côté marocain par Ithmar Capital (ex Wessal Capital) et côté nigérian par le Nigéria Sovereign Investment Authority. Les deux fonds marquent ainsi leur adhésion au Green Growth Infrastructure Facility for Africa (GGIF for Africa), premier fonds d'investissement vert dédié au continent africain, lancé par la Banque Mondiale et Ithmar Capital lors du sommet de la finance qui

s'est tenu le 16 novembre 2016 en marge de la COP 22 à Marrakech. « Le pipeline sera conçu avec la participation de toutes les parties prenantes, dans le but d'accélérer les projets d'électrification dans toute la région de l'Afrique de l'Ouest », précise un communiqué publié à l'issue de la signature de l'accord intervenu moins de deux semaines après la clôture du sommet de la Cop 22. A un moment où la planète est confrontée aux défis de la réduction des gaz à effet de serre, un tel chantier est de nature à procurer une énergie propre à l'Afrique, principale victime des chamboulements climatiques. Une Afrique où la majorité des habitants continuent d'éclairer leurs maisons avec du pétrole lampant, coûteux et polluant. Améliorer l'accès des Africains à l'énergie via des projets d'électrification d'envergure, tel est aussi l'enjeu de ce projet ouest-africain colossal et ambitieux jamais annoncé, qui suscite beaucoup d'espoirs : créer un marché régional compétitif de l'électricité propre, susceptible d'être exportée vers le marché européen de l'énergie. Ce qui est de nature à favoriser l'émergence de pôles industriels intégrés dans l'industrie, l'agro-business et les engrais. ■

## **Fertilisants**

**L**a veille de la conclusion de l'accord portant sur le gazoduc, le groupe OCP et l'homme d'affaires nigérian Aliko Dangote se sont mis d'accord sur un investissement croisé dans le secteur des engrais : une plateforme gigantesque, estimé à quelque 2,5 milliards de dollars, de production de fertilisants, alimentée par le phosphate marocain et le gaz nigérian, ainsi qu'une unité de fabrication d'acide phosphorique à Jorf Lasfar.

# LES PERLES DE MARRAKECH

SUR AVENUE MOHAMMED VI

NOUVELLE TRANCHE



APPARTEMENTS A 1.055.000 DH

0522 67 10 00 / [www.coraliaimmobilier.com](http://www.coraliaimmobilier.com)  /coraliaimmobilier

SHOWROOM MARRAKECH : AVENUE MOHAMMED VI  
SHOWROOM CASABLANCA : 33, BD. MOULAY YOUSSEF



# La fibre africaine de Maroc Telecom

*Maroc Telecom est un acteur économique-clé dans la stratégie africaine du royaume qui s'appuie sur le savoir-faire et l'apport technologique indéniables d'un opérateur de référence qui a su conquérir les marchés de plusieurs pays africains*

**Jassim Ahdani**

C'est en capitalisant sur sa position de leader incontestable des télécommunications au Maroc que le groupe Maroc Telecom a pu exporter avec brio son offre et son expertise à l'international, notamment en Afrique. Ici, la greffe Maroc Telecom a pris au-delà des espérances car le modèle économique à la base est performant servi par un management solide et une qualité de service imbattable qui carbure à la rigueur et à l'innovation. C'est ce management fort et gagnant, patiemment construit par le président Abdesslam Ahizoun et ses équipes, qui a séduit le groupe émirati Etisalat, leader des télécoms dans la région du Golfe, au point de racheter en mai 2014 les parts (53%) du français vivendi dans l'opérateur marocain. Et c'est naturellement que le nouvel entrant signe dans la foulée de cette opération de rachat un accord pour un montant de 650 millions de dollars avec Maroc Telecom pour la reprise de ses filiales dans 6 pays africains : Bénin, Côte d'Ivoire, Niger, Gabon, Togo, Centrafrique. Ce qui a renforcé la position de Maroc Telecom sur le continent où il était déjà implanté en Mauritanie, Gabon, Mali et Burkina Faso qui sont des marchés à fort potentiel. Un gage de confiance des nouveaux actionnaires dans le label Maroc Telecom et sa capacité à poursuivre son développement à la fois au Maroc et en Afrique où ses filiales tirent de plus en plus la croissance du groupe.

Etisalat, qui a eu du mal selon les experts à se développer sur ces marchés francophones qui regroupent une population globale de 61 millions de personnes, compte sans doute sur l'expertise de Maroc Telecom. Dans ce grand espace où le taux de pénétration moyen avoisine les 70%, Maroc Telecom dispose en effet des atouts susceptibles non seulement de redresser ces filiales, comme elle a pu le faire avec Mauritel, Onatel, Gabon Telecom et Sotelma, mais aussi d'en faire des entreprises rentables et performantes.

L'orientation africaine de Maroc Telecom est d'autant plus judicieuse qu'elle est en ligne avec la vision de S.M le Roi Mohammed VI qui n'a de cesse depuis plus d'une décennie d'encourager les entreprises marocaines à s'implanter davantage sur le continent. Objectif :



*Maroc Telecom, partenaire privilégié de la connectivité africaine.*

donner corps sur le terrain, par des projets concrets, à la coopération sud-sud chère au souverain.

La belle aventure africaine de Maroc Telecom a commencé il y a 15 ans. Précisément en avril 2001, avec son entrée à hauteur de 51% dans l'actionnariat de Mauritel, l'opérateur historique de la Mauritanie voisine, à la suite d'un appel d'offres international. Fort de cette première expérience réussie, Maroc Telecom prit des participations majoritaires, toujours dans le cadre d'opérations de privatisations à 51%, dans les opérateurs historiques Onatel au Burkina Faso en décembre 2006, Gabon Telecom au Gabon en février 2007 et Sotelma au Mali en juillet 2009.

De fil en aiguille, l'objectif pour l'ensemble de ces filiales demeura inchangé: être un opérateur de référence dans la région et contribuer à y développer les nouvelles technologies de l'information et de la communication, les fameux NTIC sur lesquelles reposent la révolution culturelle et cognitive du XXI<sup>ème</sup> siècle. Des opérations qui lui ont plutôt réussi : fin 2013, le chiffre d'affaires des filiales subsahariennes connurent un bond de 9,5% à 7,754 milliards de DH par rapport à l'exercice précédent, pour un bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement (BAIIDA) en hausse de 18%, soit

50,4% de marge. Malgré la concurrence féroce que lui livrent deux géants des télécoms, le sud-africain MTN, l'indien Bharti Airtel et le français Orange, Maroc Telecom arrive à tirer son épingle du jeu tout en se départant par rapport à ses adversaires. Comment ? En jouant à fond la carte des infrastructures télécom dernière génération pour contribuer comme l'avait expliqué le président Abdesslam Ahizoun à « la réduction de la fracture numérique en Afrique ».

## Connectivité

Force est de constater que Maroc Telecom n'a pas lésiné sur les moyens en dotant cette partie du continent de la fibre optique à haut débit. Fruit des avancées les plus prolifiques dans le domaine des télécommunications, ces fils en verre (ou en plastique) très fins ont la propriété d'être un conducteur de lumière permettant des communications à très longue distance et à des débits jusqu'alors impossibles. La fibre optique permet surtout aux 10 pays où IAM est implanté de bénéficier d'un réseau durable, dans l'air du temps et aux possibilités infinies avec une vitesse 100 fois plus élevée que la technologie désuète de l'ADSL (en cuivre).

Le câble « TransAfricain » de fibre optique a été inauguré en février 2014

à Bamako en présence du président malien Boubacar Keïta, le roi Mohammed VI et le Abdesslam Ahizoun. Il relie le Maroc, la Mauritanie, le Mali et le Burkina Faso sur une longueur totale 5465 km. Un investissement de plusieurs millions de dollars, totalement pris en charge par Maroc Télécom et ses filiales. Au Togo cette fois-ci, un projet de construction d'un « backbone » fibre optique entre la capitale Lomé et Kara (au nord du pays), pour une enveloppe de 56,9 millions de DH (3,5 milliards de FCFA) est également en cours de travaux depuis août 2016. Le Gabon n'étant pas en reste, c'est un investissement de 162 millions de DH (10 milliards de CFA) qu'a mobilisé la filiale gabonaise du groupe en novembre 2016 pour le déploiement de la fibre qui sera généralisée sur tout le territoire national. Pour Maroc Telecom, ce maillage à grande échelle n'a qu'un objectif: améliorer la connectivité des pays de la région tout en assurant la sécurisation du trafic des télécommunications. En facilitant l'accès des populations y compris celle à bas revenus au haut débit, Maroc Telecom a favorisé aussi le développement d'une offre de service de qualité et diversifiée adaptée aux segments de chacune de ses filiales africaines. C'est cela aussi la force de Maroc Telecom. ■

# Le groupe BCP renforce son maillage africain



En peu de temps, les principales banques marocaines, BCP, BMCE et Attijariwafa bank, ont réussi à asseoir leur leadership en Afrique où elles ont damné le pion à des banques étrangères notamment françaises anciennement implantées. Bien leur a pris car selon les analystes la banque présente l'un des plus forts gisements de croissance de l'Afrique, aujourd'hui région la moins bancarisée du monde, avec moins de 20% de la population disposant d'un compte en banque (Afrique subsaharienne hors Afrique du Sud). La conquête des banques marocaines, fer de lance de s'est appuyée sur sur des opérations de rachats rondement menées : Attijariwafa a acquis des filiales de Crédit Agricole, BMCE a repris Bank of Africa et BCP s'est adjugé la Banque Atlantique. A chaque étape de tournée royale en Afrique, les patrons des banques marocaines signent des conventions et nouent des partenariats avec les institutions des pays hôtes. C'est le cas de la BCP dont le président Mohamed Benchaaboun a signé une série d'accords en Afrique.

## LA BCP signe deux conventions stratégiques



*Partenariat bancaire prometteur.*

## La BCP signe deux accords stratégiques



*Accompagner l'investissement au Rwanda.*

**S**ignature de 2 conventions à Kigali entre Mohamed Benchaaboun, Président du Groupe Banque Centrale Populaire, et M. Claver Gatete, ministre des Finances et de la planification économique du Rwanda. La BCP ouvre le bal des conventions du secteur financier avec ce deal.

**Partenariat 1 :** Il consiste en la création d'une institution de Microfinance au Rwanda, déployée à travers la holding AMIFA déjà présente en Côte d'Ivoire et au Mali ;

**Partenariat 2 :** Lancement d'un fonds d'investissement opérant en Afrique de l'Est avec des prises de participations dans les secteurs industriels et financiers. Baptisé «Africa Mutual Growth», le fonds accompagnera les entreprises marocaines qui ambitionnent d'investir au Rwanda, les groupes panafricains intervenant dans la région, le secteur financier en Afrique de l'Est ainsi que les PME rwandaises.

## Trade Finance en Afrique : Deal de 100M\$ entre la BCP et la BAD

**M**ohamed Benchaaboun, président du groupe Banque Centrale Populaire et Mme Tonia KANDIERO, représentante de la BAD, signent à Dar es Salam au palais présidentiel une convention portant sur une ligne de garantie s'élevant à 100 millions \$ (50 millions \$ BCP/ 50 millions \$ BAD). Objectif : promouvoir le commerce régional et l'activité économique dans 54 pays africains, pays membres de la BAD.

**E**n marge de la visite royale à Madagascar et en présence du président malgache, Hery Rajaonarimampianina, le président du groupe Banque Centrale Populaire, Mohamed Benchaaboun a procédé, lors de la cérémonie officielle qui s'est déroulée au palais présidentiel à Antananarivo, à la signature de deux conventions de partenariat avec l'Etat et les opérateurs économiques malgaches: Une première convention a été signée avec le ministre des Finances et du Budget malgache, François Marie Maurice Gervais Rakotoarimana, portant sur la création d'une institution de Microfinance à Madagascar en vue de faire bénéficier l'Etat malgache de l'expérience du groupe BCP en matière de bancarisation et d'inclusion financière. Cette institution sera déployée à travers la holding AMIFA, filiale du Groupe BCP. Une seconde convention portant sur un partenariat stratégique et d'accompagnement financier du conglomerat malgache Sipromad, a été conclue avec son président Ylias Akbaraly. Cette convention souligne la volonté des deux groupes de développer, en synergie, des projets stratégiques à l'échelle continentale.

## La BCP deale avec la première banque d'Ethiopie

**D**ans le cadre de la visite royale en Ethiopie la BCP et la Commercial Bank of Ethiopia, première banque d'Ethiopie, ont signé un accord de partenariat visant à accompagner le développement des échanges extérieurs entre les deux pays.

Cet accord est également élargi aux pays de présence des deux banques. Le groupe Banque Centrale Populaire est présent dans 12 pays africains avec la couverture de l'ensemble des pays de l'UEOMA. La Banque Commerciale d'Ethiopie (CBE) est la plus grande banque commerciale en Ethiopie. En juin 2015, elle détenait environ 303,6 milliards de Birr en actifs et près de 67% des dépôts et environ 53% de tous les prêts bancaires dans le pays. La banque compte environ 22 908 employés, dont le siège social et ses plus de 1000 succursales sont situés dans les principales villes et villes régionales.



*Des projets stratégiques en synergie.*

## La BCP en force au Nigéria

**E**n marge de la visite royale au Nigéria, Mohamed Benchaaboun a conclu deux accords avec des partenaires africains de tout premier plan. Ce qui est de nature à permettre au groupe BCP de renforcer son maillage continental.

**Partenariat 1 :**

*Africa Finance Corporation*

Le premier accord a été signé avec Andrew ALLI, président de l'institution Africa Finance Corporation (AFC). Il s'agit d'une institution financière multilatérale pour le développement, spécialisée dans le financement des projets d'infrastructures en Afrique (énergie, transport, industrie, télécoms...). Elle compte dans son tour de table 14 pays africains membres et des institutions financières africaines. Ses investissements à l'échelle du continent s'élèvent à 4 milliards de dollars. Cet accord de partenariat permettra aux deux institutions de collaborer aussi bien dans les domaines du financement et cofinancement de projets d'infrastructures au Nigéria et en Afrique de l'Ouest qu'en matière de participation aux risques dans le financement du Trade sur le continent.

**Partenariat 2 :** *Heirs Holdings*

Le second accord a été signé avec Tony O. Elumelu, PDG d'Heirs Holdings. Il s'agit d'un protocole d'entente qui permettra aux deux institutions d'identifier les opportunités d'investissement et de cofinancement mutuellement bénéfiques en Afrique ainsi qu'à l'échange d'informations. Heirs Holdings est une société d'investissement privée africaine spécialisée notamment dans les services financiers, l'énergie, le gaz, l'immobilier et la santé. Ces deux nouveaux accords viennent confirmer les actions de développement sur le continent du groupe, présent dans 12 pays africains avec une couverture totale de la zone UEMOA.

# Ces PME marocaines qui exportent en Afrique

*Entre 2008 et 2015, les entreprises marocaines ont investi quelque 2,2 milliards de dollars en Afrique, en particulier subsaharienne. L'implication de grands noms du capitalisme marocain public et privé ont servi de point d'ancrage à une kyrielle de PME en quête de nouveaux débouchés.*

**Rachid Wahbi**

**L**a conquête du marché africain par des entreprises marocaines ne date pas d'aujourd'hui. Les pionnières qui ont investi dans le continent à partir des années 1970 ne sont pas des grands groupes qui ont pignon sur rue. Le groupe Satram, fondé par feu Jakhoukh décédé à Paris en 2015, a mis les pieds au Gabon dès 1973 ! Il y a prospéré et fait des petits. EGECA, la dernière filiale de la Société d'acconage de transport et manutention (présente dans la logistique terrestre et maritime, la consignation, le transit, la douane, le pétrole, le gaz, la location auto et le conseil en ingénierie...) est incontestablement le premier loueur de voiture et engins au Gabon. Autre entreprise pionnière, Smirri BTP qui a atterri en Guinée Conakry dès 1994. La filiale du groupe Tazi, dirigée par de Youssef Tazi, a réussi le pari peu évident de mener à bien des projets colossaux (routes, barrages, etc) en pleine brousse ! Mais depuis 43 ans beaucoup d'eau a coulé sous les ponts et grâce à l'action de SM Mohammed VI qui a inscrit depuis son intronisation en juillet 1999 la coopération Sud-Sud au cœur des priorités du pays, le nombre d'entreprises en relations d'affaires avec les pays d'Afrique subsaharienne notamment avoisine le millier. Entre 2008 et 2015, les entreprises marocaines ont investi 2,2 milliards de dollars en Afrique, en particulier subsaharienne, grâce à l'implication de grands noms du capitalisme marocain public et privé, tels que BMCE, OCP, Maroc Telecom, ONEE, Douja-Promotion, Holmarcom, la Banque populaire, Attijariwafa bank, Managem et d'autres... Autant de groupes de premier plan qui ont servi de point d'ancrage à d'autres PME en quête de nouveaux débouchés et désireux de réussir rapidement leur implantation ou dénicher des partenaires locaux. L'Europe, le principal

partenaire économique du Maroc, donnant depuis plusieurs années de sérieux signes d'essoufflement, jouer la carte de la diversité devient une nécessité.

Résultat : le Royaume s'est hissé rapidement au rang de 5e puissance économique d'Afrique ; deuxième investisseur après l'Afrique du Sud ; premier investisseur africain dans la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et premier investisseur africain dans la zone de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

En revanche, à l'instar de la discrète et pionnière Satram, la terre africaine s'est ouverte, dans le sillage des visites royales régulières sur le continent marquées par la signature d'innombrables partenariats, à plusieurs entreprises exportatrices dont la majorité opère dans l'ombre, loin des projecteurs médiatiques.

Choisi au hasard et listé sans ordre chronologique ni alphabétique, voici un bouquet de quelques PME marocaines qui exportent notamment en Afrique.

## AIR ECOLOGIE

Sise Cité Moulay Rachid à Casablanca, cette PME exporte ou traite avec la Guinée Équatoriale, Mauritanie et Sénégal dans les domaines du froid et de la maintenance et gestion d'installation thermiques.

## AGRUMAR SOUSS

Logée route de Biougra, quartier industriel - Ait Melloul, cette société exporte des agrumes frais vers la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

## COOPÉRATIVE RMILA

Installée dans la ZI route Biougra - Ait Melloul, cette entreprise qui opère dans la production, conditionnement et exportation des agrumes exporte vers le Mali, Mauritanie et Sénégal



*Le groupe Attijariwafa bank, une ambition africaine forte et assumée.*

## BISCAF

Cette PME fondée par feu Hassan Aouan en 1967 est active dans le secteur de la biscuiterie industrielle, biscoteries, confiserie et chocolaterie. Sous la marque Délice, elle exporte en Afrique de l'Est et Afrique du Nord.

## PASTOR

Installé rue Ennasrine à Casablanca, cette société de Confiserie et chocolaterie et liée par des relations commerciales avec le Burkina Faso, Cameroun Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie et Sénégal.

## UNIMER

Fondé par Saïd Alj, ce groupe très dynamique opérant le secteur des conserves, semi-conserves de poisson, fruits surgelés, salaisons et fumaisons, exporte sous les marques Vanelli, Princesse, Pikarome, Dessaux, Panzani, Titus vers l'Afrique du Sud, Bénin, Congo, Guinée Mauritanie, Niger, Nigéria et Sénégal.

## ARGAN SOLO

Cette PME gadirie, active dans l'usinage de l'huile d'argan, cosmétiques, épices exporte condiments, épices, huile d'argan, huile de cactus, exporte en Afrique Sud.

## DARI COUSPATE

Cette entreprise spécialisée dans les pâtes alimentaires et couscous, cotée en bourse, exporte ses produits vers l'Afrique du Sud, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Éthiopie, Ga-

bon, Guinée, Mauritanie et Sénégal.

## COLORADO

Logée dans l'allée des Orchidées à Casablanca, cette entreprise de peintures bâtimement, industrielles et carrosserie automobile écoule une partie de ses produits sur les marchés d'Algérie, Tunisie, Cameroun, Congo, Djibouti, Sénégal et Togo.

## TRIAL ATLAS

Située à TFZ, à Tanger, cette PME opérant dans le secteur l'appareillage électrique exporte antennes TV et transformateurs vers la Côte d'Ivoire et la Mauritanie.

## FORAFRIC-TRIA

Le groupe opérant dans le secteur de la minoterie s'est installée en 2015 au Gabon. MayMouna Food-Gabon située à Libreville est conçue comme une plate-forme régionale de distribution qui ambitionne de desservir en plus du pays d'implantation les pays limitrophes : Cameroun, Guinée équatoriale, République du Congo et Sao Tomé-et-Principe.

## SOTHEMA

Les laboratoires pharmaceutiques marocains ont pris eux aussi le chemin de l'Afrique. C'est el cas entre autres de Sothema qui a ouvert une usine à Dakar dénommée West Afric Pharma (WAPH), spécialisée dans la fabrication de génériques. ■

## L'Afrique de l'Est aussi

**A**près avoir renforcé son ancrage en Afrique de l'Ouest au prix de plusieurs tournées royales dans la région, il fallait que le Maroc se tourne vers la partie est du continent. Reconnaisant la RASD, ces pays majoritairement anglophones étaient jusqu'ici ignorés par le Royaume en raison principalement des entraves linguistiques et géographiques longtemps considérées comme une barrière à l'extension de la présence marocaine en Afrique. Résultat : ces pays majeurs ont échappé pendant plusieurs décennies à la prospection économique du pays. Pour dépasser ces handicaps devenus pénalisants, le souverain s'est rendu récemment et pour la première fois en Éthiopie, Rwanda, Tanzanie et Madagascar. Reporté pour la fin des travaux du sommet d'Abéba du 30 et 31 janvier, le dernier périple royal devrait englober de nouveaux pays : le Sud-Soudan, le Ghana et la Zambie. Désormais, Rabat s'emploie à installer un climat de confiance et nouer des relations de coopération avec tous les pays africains.

# L'OCP à fond avec l'Afrique

*L'objectif OCP en Afrique est d'y écouler cinq millions de tonnes d'engrais, soit le double des besoins annuels réels du Maroc qui plafonne actuellement autour de 1 million de tonnes par an commercialisés suivant les saisons agricoles.*

**Saliha Toumi**

**P**our parvenir à cet objectif soutenu par la Banque africaine du développement (BAD), le groupe marocain «qui vise la place de leader mondial, avec un objectif de production de 12 millions de tonnes d'engrais phosphatés par an d'ici à 2017, et un continent qui a un besoin vital d'engrais pour assurer sa sécurité alimentaire(...)», écrit le Monde du 18 décembre 2016, devra adopter une approche sur deux fronts en terre africaine. D'un côté offrir des engrais de qualité en quantité suffisante et à des prix abordables et de l'autre sensibiliser l'agriculteur africain à l'importance de l'utilisation des fertilisants chimiques dans l'augmentation des rendements agricoles. Selon des chiffres de la banque mondiale, seul quatre pays du continent ont vu leur emploi des engrais chimiques dépasser 52 kg par hectare de terres arables en 2013. L'Égypte pour 636, le Botswana pour 83, l'Afrique du Sud pour 58 et le Maroc pour 52 kg. Côté îles, la palme revient sans conteste aux Seychelles avec 1750. Ce sont les pays africains à très faible fertilisation qu'OCP, qui signe les conventions de partenariat à l'occasion de chaque étape



*SM Mohammed VI devant la maquette de la future usine d'engrais en Ethiopie.*

de tournée royale dans le continent, doit cibler en priorité. Ceux enregistrant grosso modo moins de 53 kg d'engrais par hectare de terres arables comme le Kenya

avec 53 kg ; le Niger, Madagascar, Guinée avec moins de 4 kg ; 1 kg en RCD ; entre 4 et 9 kg au Sénégal, Cameroun, Bénin, Angola, Rwanda et Gabon ; 5 kg en Tanzanie ; entre 7 et 14 et aussi pour les pays utilisant entre 36 et 52 kg tels que la Côte d'Ivoire, Nigéria, Ghana, Ethiopie, Mali, Burkina, Zimbabwe et Zambie...

« révolution verte » en marche sur le continent. C'est dans cette perspective que fut créé OCP Africa, dont l'annonce a été faite en marge de la conférence « Argus FMB Fertilizer 2016 » dédiée au marché des engrais en Afrique. L'objectif est d'ouvrir à fin 2016 des représentations dans 10 pays africains. Cette nouvelle entité s'est fixée comme mission de « relever le défi d'une agriculture structurée, performante et durable sur le continent africain, tout en proposant aux agriculteurs locaux des offres adaptées, de l'accompagnement et des solutions logistiques et financières sur mesure ».

Destiné exclusivement à la transformation agricole de l'Afrique, le complexe d'engrais de 5,3 milliards de DH « Africa fertilizer complex », implanté à Jorf Lasfar, tourne déjà plein régime. ■

## Mission

En somme, l'Afrique, avec son milliard d'âmes, consomme à peine 4,7 kg d'engrais par habitant, alors que des pays comme l'Inde, l'Espagne ou encore la Chine absorbent en moyenne 200 kg par personne. C'est dire l'ampleur du travail qui attend encore le géant des phosphates sur le continent. Surtout que la consommation d'engrais au sud du Sahara est appelée à exploser en raison de la

## Triple A, une initiative conjointe ministère de l'Agriculture-OCP-Crédit Agricole

**C**ette initiative concerne tout le continent africain et se décline en trois grands volets, d'où son nom générique : triple A ou AAA « Adaptation de l'Agriculture en Afrique ». C'est le fruit d'un travail étroit du ministère de l'Agriculture et le groupe OCP.

Lancée lors du dernier Salon International de l'Agriculture de Meknès de Meknès (SIAM), Triple A est l'une des principales propositions du Maroc à la Cop 22 qui a eu lieu en novembre 2016 à Marrakech. Recueillant l'adhésion et suscite l'admiration du monde, AAA veut relever trois défis majeurs auxquels doit faire face le continent africain : le financement, l'augmentation de la productivité agricole et l'augmentation du pouvoir de séquestration du carbone dans les sols africains. Le partenaire financier incontournable du Triple A n'est autre que le Crédit agricole du Maroc (CAM). Selon son président Tariq Sijikmassi, cette initiative vise à promouvoir la mise en place de projets concrets pour améliorer la gestion des sols, la maîtrise de l'eau agricole, la gestion des risques climatiques et les capacités et solutions de financement. Selon Aziz Akhannouch, Triple A propose une action sur deux volets : le volet Négociations pour mettre l'adaptation de l'agriculture africaine au cœur des enjeux des COP et obtenir une répartition équitable des fonds climat et le second vise le « derisking » et l'accélération du développement des projets africains.

# L'islam éclairé en partage

*Fort de l'autorité religieuse de son souverain et de son islam tolérant et éclairé, le Maroc a réussi à construire de manière volontariste des ponts spirituels avec nombre de pays africains confrontés aux démons de l'extrémisme.*

**Ahmed Zoubair**

**B**erceau du rite malékite réputé pour véhiculer un islam éclairé et tolérant, le Maroc a été des siècles durant une destination privilégiée pour la formation des étudiants africains issus des familles religieuses. Aujourd'hui, la diplomatie de rayonnement religieux, conjuguée à un engagement humanitaire royal fort et solidaire avec les populations du continent, tient une place de choix dans la stratégie africaine du Royaume. A chaque étape de ses tournées en Afrique, le Roi Mohammed VI met l'accent sur l'importance de la coopération culturelle destinée à promouvoir un islam modéré et respectueux des autres.

Selon le souverain, la coopération anti-terroriste doit s'inscrire dans le cadre « d'une stratégie globale qui intègre des actions de prévention destinées à éliminer les facteurs et les causes de l'extrémisme ». Pour s'attaquer au mal à la racine, rien de tel que l'enseignement des vraies valeurs de l'islam qui n'a jamais prôné la violence ni l'extrémisme. C'est cet islam-là que le Royaume s'emploie, avec les encouragements de certaines puissances notamment

les Etats-Unis, pour exporter en Afrique subsaharienne et les pays du Sahel dont certains comme le Mali sont aux prises avec les démons de l'intégrisme meurtrier. D'ailleurs, le premier accord de coopération religieuse a été signé en septembre 2013 avec le Mali en vue de la formation de 500 imams maliens au Maroc.

Depuis, face aux mouvements terroristes qui commencent à pousser comme la chienlit en Afrique, et tout récemment au Burkina Faso, d'autres pays ont manifesté leur désirée de bénéficier d'un partenariat similaire. L'ouverture en 2013 d'un centre de théologie chrétienne à Rabat destiné en premier lieu à un public originaire d'Afrique subsaharienne témoigne de la vitalité de cette coopération visant à immuniser la société africaine contre les influences néfastes et destructrices.

Le Maroc franchit une nouvelle étape dans ce domaine stratégique en créant en 2015 « la fondation Mohammed VI des Oulémas africains » à l'Université Al Qaraouiyin, à Fès, une institution, dont la présidence est assurée par le souverain, ayant pour rôle d'assurer une coordination entre 120 théologiens issus de 31 pays du continent africain. Les objectifs de la fondation, qui



*Immuniser l'Afrique contre le virus de l'extrémisme meurtrier.*

au plan géographique couvre pratiquement toute l'Afrique, y compris des pays anglophones connus pour leur alignement sur l'Algérie s'agissant du dossier du Sahara, comme l'Afrique du Sud, le Kenya ou encore l'Angola, ont été rappelés par le souverain dans son discours inaugural : « l'encadrement scientifique, à travers la contribution des oulémas à la prédication basée sur la voie du juste milieu », et « organiser l'enseignement religieux (...) pour couper court à toute tentative d'embrigadement prêchant la haine ou servant des intérêts malveillants ».

## Soft power

Même la France, confrontée sur son sol à une vague d'attentats souvent perpétrés par des français d'origine musulmane, a accueilli favorablement la formation d'élèves imams français au sein de cette école, en étroite collaboration avec les mosquées et associations de mosquées de l'Hexagone.

Dans cette mission éducative et préventive de haute importance, le roi

du Maroc dispose d'un atout majeur incarné par son titre de commandeur des croyants (Amir al mouminine). Un titre qui lui confère une autorité morale incontestable en matière des affaires religieuses. C'est naturellement que le souverain s'est positionné comme un symbole de modération religieuse à travers ses diverses initiatives en Afrique et même au-delà. Faut-il rappeler que des véritables confréries, très influentes en Afrique, sont d'origine marocaine. Certaines d'entre elles comme les tidjanes ou les mourides continuent de prier dans les mosquées pour le souverain marocain en sa qualité de Amir Al Mouminine. Dans le cadre de sa stratégie de développement déployée tous azimuts en Afrique, l'argument religieux revêt une importance capitale. Une espèce de soft power qui permet au Royaume, tout en contribuant efficacement à la lutte contre l'extrémisme, d'élargir davantage son influence diplomatique sur la scène continentale et à déjouer les plans de ses ennemis qui ont toujours cherché à le couper de son prolongement africain. ■

## Migration : l'approche marocaine

Quand le voisin algérien maltraite et refoule les migrants africains, le Maroc leur ouvre ses bras en les aidant à s'intégrer. L'un exprime violemment son rejet des citoyens subsahariens démunis alors que l'autre fait montre à l'égard d'une solidarité pleine d'humanité. Ya pas photo... Convaincu de la justesse de son approche, le Maroc poursuit son ouverture sur les étrangers issus notamment du continent. Sur hautes instructions royales, les autorités ont procédé au cours du mois de décembre 2016 au lancement de la deuxième vague de régularisation des migrants en situation irrégulière installés sur son territoire. L'annonce a été rendue publique par la commission nationale chargée de la régularisation et l'intégration des migrants. Dans le communiqué qu'elle a publié à cet effet, la commission a souligné que durant sa dernière tournée en Afrique subsaharienne, plusieurs Chefs d'Etat ont tenu à féliciter le Royaume et le roi, « pour sa politique migratoire, qui vise l'intégration économique et sociale de personnes en situation irrégulière issues principalement des pays d'Afrique subsaharienne ». Conduite dans les mêmes conditions que la première campagne de régularisation de 2014 saluée par la communauté internationale, cette opération a reçu, lors la dernière tournée royale en Afrique subsaharienne, les compliments des chefs d'Etat des ces pays qui ont félicité le souverain « pour sa politique migratoire, qui vise l'intégration économique et sociale de personnes en situation irrégulière issues principalement des pays d'Afrique subsaharienne ».

# Crédit agricole du Maroc : Graines d'Afrique

*C'est sur le terrain agricole, où le Maroc dispose d'un savoir-faire précieux aussi bien matière d'accompagnement que du financement des cultivateurs, que s'est également déployée la coopération marocaine mise au service du développement de nombre de pays africains.*

## Jamil Manar

**L**es mémorandums d'entente signés par le groupe Crédit agricole du Maroc, à chaque étape de la visite royale, avec ses homologues et autres institutions publiques consacrent un certain modèle de financement et d'accompagnement de l'agriculture, un modèle innovant et fiable qui a su répondre aux besoins d'une agriculture marocaine confrontée aux mêmes défis économiques, sociaux et environnementaux que ceux de l'agriculture africaine.

En effet, la majorité des agricultures du continent sont caractérisées par des problématiques foncières, une dualité entre les structures de production modernes et l'agriculture vivrière, une faiblesse de la productivité agricole et des revenus des petits agriculteurs, un manque d'organisation des producteurs et une insuffisance du niveau de transformation des produits agricoles et des modes de conduite agricole et d'élevage pas toujours respectueux des ressources naturelles. A ceci s'ajoutent les impacts des changements climatiques qui se manifestent en Afrique par le dérèglement des pluies et un décalage saisonnier ainsi que la multiplication par deux des phénomènes météorologiques extrêmes et leur intensification.

Cette similitude des problématiques permet au GCAM de proposer une démarche et une offre produits proches de celles du Maroc tout en étant adaptés aux stratégies de développement



*Tariq Sijilmassi, président du directoire du Groupe Crédit Agricole Maroc.*

locales et conditions climatiques et environnementales propres à chaque pays. Le savoir-faire développé par le GCAM pourra ainsi être partagé et notamment son approche en matière des besoins de financement et les réponses qui lui sont adressées : du micro crédit au crédit bancaire classique en passant par le méso-crédit et ce via une palette de produits bancaires qui répond aux besoins tant de l'amont agricole que de l'aval commercial et industriel tout en y intégrant des aspects de durabilité sous forme de bonnes pratiques.

Le GCAM a également innové en matière d'évaluation des risques en mettant en place un système de scoring performant basé sur une approche qui non seulement prend en compte les spécificités agrobiologiques des terrains agricoles mais aussi les aléas climatiques.

Outre le financement, le GCAM a développé un savoir-faire dans l'accompagnement non financier des petits agriculteurs conformément à sa mission de service public auprès du monde agricole et rural. Il parti-

cipe ainsi à l'éducation financière des petits producteurs qu'il forme régulièrement aux techniques agricoles, au renforcement de la gouvernance et des capacités managériales des de groupements de petits agriculteurs...

L'expertise du GCAM a été reconnue par de nombreuses institutions internationales telles que la Banque Mondiale, la FAO ou encore l'Agence Française pour le Développement.

L'agriculture étant un secteur essentiel pour la majorité des pays africains dont les populations tirent ses principaux moyens de subsistance, c'est sur ce terrain aussi que s'est déployée la coopération marocaine proposée à nombre de pays africains. Ces derniers ont été séduits par Le Plan Maroc Vert, la stratégie agricole qui a porté ses fruits et montré son efficacité.

Fort d'une expertise indéniable en matière de financement de l'agriculture (petite, moyenne ou grande), le groupe Crédit agricole du Maroc s'est inscrit dans la coopération sud-sud défendue de manière concrète par le souverain. C'est dans ce cadre que le GCAM a signé un certain nombre d'accords et de conventions avec plusieurs pays africains demandeurs de l'expérience marocaine en matière de valorisation du terroir. ■

## Des conventions et des hommes

**A**u Nigéria, GCAM a signé un partenariat avec la Bank of Agriculture Limited (BOA)- Nigeria et met son expertise et son modèle de financement innovant au service de l'agriculture africaine. Cette convention signée par le président du directoire du CGAM Tariq Sijilmassi avec Danbala Danju, directeur général de la Bank of Agriculture Limited (BOA) jette les jalons d'une coopération solide au profit des filières agricoles et agro-industrielles. Cet accord vise également à promouvoir au Nigéria une agriculture inclusive via la promotion du financement et d'accompagnement des petits fellahs.

Au Nigéria toujours, GCAM scelle un mémorandum d'entente du Nigeria Incentive Based Risk Sharing Systems for Agricultural Lending (NIRSAL). Ce mémorandum signé par Tariq Sijilmassi, président du directoire du groupe Crédit Agricole du Maroc (GCAM) et Abdulhameed Aliyu, PDG de Nirsal, prévoit l'échange de savoir-faire en termes d'ingénierie financière, d'approche de financement de l'agriculture, de gestion du risque agricole, etc. dans le but d'accroître les prêts sur l'ensemble de la chaîne de valeur agricole dans les pays respectifs.

Il y a lieu aussi de citer les accords et les mémorandums d'entente scellés par le GCAM au Sénégal pour le financement et l'accompagnement de la petite agriculture et du milieu rural, avec la «Development Bank of Rwanda», la «Tanzanie Agriculture development Bank» et l'Union inter-régionale des caisses d'épargne et de crédit agricole mutuel à Madagascar. Dans l'esprit de ces accords, le GCAM est en train de monter un réseau africain de banques partenaires, fédérées par le Groupe, afin de concrétiser les orientations de l'initiative AAA et d'apporter l'appui technique et l'expertise nécessaire à ces institutions. Objectif : favoriser les conditions de l'émergence d'une agriculture africaine résiliente et climato-résistante.

# Le Monde rural, au centre de nos préoccupations



GROUPE CREDIT AGRICOLE DU MAROC

UN ENGAGEMENT DURABLE

[www.creditagricole.ma](http://www.creditagricole.ma)